



REVUE DE PRESSE

Samedi 4 mai 2019



Lobbying : quelles sont les entreprises les plus actives ?

Dépenses annuelles de lobbying auprès de l'UE auto-estimées par les entreprises



Source : Statista - Dernières estimations 29 avril 2019

* équivalent temps plein INFOGRAPHIE.CL

Pas moins de 25.000 lobbyistes sont actifs actuellement à Bruxelles, selon une ONG allemande indépendante. Un chiffre qui place la capitale belge au 2^e rang des villes hébergeant le plus de lobbyistes dans le monde après Washington. Parmi les entreprises les plus actives, Google trône à la première place avec un budget de plus de six millions d'euros et 8.5 lobbyistes à temps plein. Viennent ensuite Microsoft et le géant du pétrole Shell qui occupent les 2^e et 3^e places. Si aucune compagnie française n'intègre le Top 10, cela ne signifie pas qu'elles ne sont pas actives en matière de lobbying. Ainsi, Total, Engie et EDF consacrent environ deux millions d'euros pour ce type d'activité.

■ Un coup de pouce financier pour Angoulême ■ Des perspectives pour le monde rural ■ Édouard Philippe a beaucoup annoncé ■ Les élus et les territoires veulent y croire, mais attendent de voir.



Reconquête des quartiers, sécurité. Le Premier ministre a pris hier la mesure des demandes à Bel-Air La Grand-Font, ses quartier d'Angoulême pas encore rénovés. Photos Renaud Joubert

Matignon en Charente: de l'écoute et des promesses

Jean-François BARRÉ
jfbarre@charentelibre.fr

Un peu plus d'un million d'euros pour le rééquilibrage du Champ-de-Mars à Angoulême et l'École européenne supérieure de l'image (Eési). Un label «Cité éducative» pour Bel-Air La Grand-Font avec un demi-million à la clé. La confirmation de dix policiers supplémentaires. Angoulême a bien profité de la décentralisation pendant deux jours du cabinet d'Édouard Philippe, le Premier ministre, en Charente. Et puis la promesse de coups de pouce, autant pour la ruralité qui souffre que pour les quartiers urbains en «reconquête républicaine». En deux jours, Édouard Philippe n'a pas trop promis, mais il a beaucoup écouté. Peut-être pas trop l'antiquaire d'Aubeterre qui lui a parlé retraités des vieux et chômage des jeunes, parce qu'«il serait bon quand même d'arrêter de bosser un

jour». Mais sur un banc d'Aubeterre, au détour d'une ruelle, le Premier ministre a croisé la route de Marcelle, ses 85 ans et ses coups de colère. Parce qu'il n'y a plus de banque sur la place, parce qu'elle ne peut plus acheter de tablettes de chocolat, parce qu'elle n'a pas encore sa carte d'électeur et que la mairie n'est pas toujours ouverte. «Je vais en parler au maire», lui a promis le Premier ministre. C'est ce qui a ouvert la réunion avec Jacqueline Gourault, la ministre des collectivités, des élus, des acteurs de la ruralité. Comme un condensé du malaise qui agite cette ruralité.

«Ça peut être utile»

Là où les infirmiers de la future maison médicale de Villebois-Lavalette doivent faire face à des difficultés administratives pour ouvrir; là où le bureau de tabac aimerait bien profiter de la manne des services publics déconcentrés, entre les paquets de clopes et les magazines; où la res-

tauratrice s'inquiète de la lente agonie des centres-bourgs. Le but de la manœuvre, c'était pour Matignon de prendre le pouls du territoire. Pour ses «acteurs», c'était de se faire entendre. Martine Gallais, la maire de Nonac, a de la voix. Et quand le gouvernement parle «agenda rural», elle vit au quotidien les difficultés. Elle a relayé les doléances, la désertification médicale, les services publics qui ferment. «On attend des réponses. Cet échange est important. C'est plus facile de libérer notre parole.» Avec, au final, le sentiment d'avoir été écoutés. «Mais on attend des décisions concrètes derrière.»

Jean-Michel Bolvin a de la bouteille politique, mais il veut y croire aussi. «C'est pas mal. C'est assez ouvert comme discussion. Je pense que ça peut être utile.» Parce que derrière le barnum de la visite ministérielle et des cortèges officiels, il y a certes «des instances parisiennes souvent déconnectées du terrain», mais aussi «des collaborateurs qui savent de

quoi ils parlent», se rassure le maire de Montmoreau. Sur le terrain, la démarche séduit. De nombreux chefs d'entreprise qui comptent en Charente ont dîné avec Édouard Philippe jeudi soir. Hier, c'était festival de selfies enthousiastes sur les réseaux sociaux.

»
On attend des réponses. Cet échange est important. C'est plus facile de libérer notre parole.

Mais quand Édouard Philippe vient vanter à la Maison de services au public de Montmoreau les bienfaits de la mise en place de France Services, la promesse de la même chose mais en mieux, avec davantage de services publics et d'administrations re-

Juste un message à faire passer

«Il est sympa, votre T-shirt.» Édouard Philippe n'a pas raté le polo floqué Macron (l'équipementier italien), mais Christophe Charrier, viticulteur à Péreuil, préfère l'autre logo, celui du SA XV. Mais ça attire toujours l'œil. Pourtant, le viticulteur, recommandé par la maison Martell, n'avait, lui, rien à vendre, rien à espérer de la visite de Matignon. Sauf araconter (son) histoire, raconter sa passion et ses 20 hectares de vignes qu'il tente de préserver au maximum du glyphosate. Une halte champêtre pour le Premier ministre, admiratif devant la «boîte à musique» qui produit des sons correspondant à chaque protéine des maladies de la plante, qui réduisent la mortalité des plants de manière significative, jusqu'à - 70 %, et que Maxence, le fils du viticulteur, passionné de physique quantique, s'est attaché à vulgariser. C'est l'œuvre d'une boîte française... financée par des Suisses que le viticulteur aimerait promouvoir en France. L'explication a séduit le Premier ministre qui a glissé une invitation pour Matignon au viticulteur. «Ça tombe bien, c'était un peu court. J'avais encore des choses raconter.» Mais l'essentiel, c'était aussi de «faire passer un message, de montrer que l'on pouvait réduire au maximum l'usage des pesticides, avec des résultats que je mesure d'année en année». Défendre aussi une pratique dont il est l'un des précurseurs, mais «de plus en plus courante». «Les viticulteurs ont pris conscience.»

groupés, des agents polyvalents et formés, le tout à pas plus d'un quart d'heure de l'usager, avec du conseil et pas seulement un ordinateur à disposition, rien n'est dû au hasard. L'annonce du Président Macron date de la semaine dernière.

Mais quand le préfet du Lot vient raconter aux élus et aux «acteurs de la ruralité» la réussite de l'expérience menée chez lui, des services publics efficaces, «itinérants en car», même, les participants se rassurent un peu. Sauf la petite délégation de Solidaires, tenue à l'écart sur le trottoir en face de la gendarmerie mais reçue par la conseillère. «On doit changer de logique. On a besoin de souplesse et on a besoin des élus.»

«Ça change tout ensuite.» Thomas Messnier, le député de la majorité, n'est peut-être pas tout à fait objectif. «Mais ce sont des choses que l'on dit à l'Assemblée et qui prennent du relief sur le terrain.» Mais derrière les promesses, «on attend des décisions», rappelle la maire de Nonac.



À Aubeterre, au-delà de l'incontournable visite touristique, Édouard Philippe est allé à la rencontre du monde rural en attente.



Services publics en milieu rural. Le Premier ministre a promis le développement de France Services. «Le Président y tient beaucoup.»



Christophe Charrier, viticulteur à Péreuil, commune de Val-des-Vignes, n'avait rien à demander, lui. Mais un message fort à faire passer.

Gilets jaunes

Samedi de mobilisation dans l'agglomération d'Angoulême

Le collectif des gilets jaunes de Charente prévoit une forte journée d'action aujourd'hui. À l'heure actuelle, le programme rappelle furieusement les samedis d'action de novembre et décembre, mais son impact dépendra entièrement de la capacité de mobilisation actuelle des manifestants charentais. Une première manifestation se déroulera à partir de 9h45 à Angoulême. Le cortège se réunira devant la gare. Les manifestants défilent dans l'hyper-

centre, ce qui devrait entraîner d'importantes perturbations pour la circulation. En fin de matinée, les manifestants devraient organiser une opération escargot, en plusieurs cortèges, en direction du rond-point de Lafarge à La Couronne. Des opérations escargot sont aussi programmées sur les RN 10 et RN 141, toute la journée, avec filtrage de la zone des Montagnes à Champniers et blocage de plusieurs stations services du département.

■ PRÉFECTURE

Au tour de la Charente d'interdire le Teknival 2019

Après la Vienne, la Dordogne et de nombreux départements du centre et de l'ouest de la France, c'est au tour de la Charente de prendre un arrêté anti-Teknival. Un festival qui doit se tenir les 3, 4 et 5 mai selon les organisateurs du collectif Muguet qui l'ont baptisé FrenchTek 26 et dont le lieu était toujours tenu secret, hier soir. Malgré l'affolement sur les réseaux sociaux.

Voici ce que dit le communiqué de la préfecture de la Charente. «Un rassemblement festif à caractère musical de type Teknival pouvant regrouper plusieurs milliers de participants est susceptible de se dérouler entre le 3 mai et le 8 mai 2019 inclus dans le département de la Charente. Cette catégorie d'événement, organisé dans la plupart des cas sans concertation ni accord des propriétaires des sites sur lesquels les participants s'installent,

représente un risque important pour la sécurité des biens et des personnes, l'ordre public et la sécurité civile.

En conséquence, compte tenu des nombreuses difficultés de tous ordres liées à ce type d'implantation sauvage observées lors des précédents Teknival, la préfète de la Charente a pris, pour la période du 1^{er} mai au 8 mai 2019 inclus, deux arrêtés portant:

- Interdiction temporaire des rassemblements festifs à caractère musical de type Teknival ou rave-party.

- Interdiction de circulation des véhicules transportant du matériel de son à destination d'un rassemblement festif à caractère musical non autorisé dans le département de la Charente.»

Des saisies de matériel pourront avoir lieu et la recherche de stupéfiants sera systématique lors des contrôles.

LGV: 22 millions sur la table contre les nuisances sonores

La ministre des Transports reconnaît les nuisances sonores liées à la LGV. L'État souhaite débloquer des fonds pour des travaux.



Des centaines de riverains ont manifesté contre le bruit depuis deux ans en Charente, comme à Linars en novembre 2018. Les nuisances sonores sont enfin reconnues par l'État.

Photo archives Renaud Joubert

Les riverains vont pouvoir peut-être pousser un grand «ouf» de soulagement. Élisabeth Borne, la ministre des Transports, a fait paraître jeudi un communiqué dans lequel elle annonce vouloir débloquent 22 millions d'euros pour des travaux sur le tracé de la ligne à grande vitesse Tours-Bordeaux afin de protéger les riverains du bruit. «Je sais combien les pics de bruit que subissent certains riverains des nouvelles LGV sont insupportables», écrit la ministre.

Les pics enfin reconnus

Ce communiqué fait suite au rapport que le ministère avait commandé au Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) l'année dernière. Le document vient valider les plaintes de riverains, notamment en Charente, concernant le bruit occasionné par la LGV mise en service à l'été 2017.

Parmi les chantiers envisagés: exhaussement des talus protecteurs, prolongation des murs anti-bruit ou encore isolation des maisons.

Gérard Saumon, maire de Champagne-Vigny, a appris la nouvelle hier matin. «Soyons très honnêtes, c'est une grande satisfaction, aussi bien pour les riverains que pour les élus des communes concernées», commente celui qui préside la coordination interrégionale LGV Sud Europe Atlantique et Bretagne - Pays-de-la-Loire. L'aboutissement de deux ans de lutte, avec de nom-

breuses manifestations en Charente qui ont mobilisé à chaque fois des centaines de riverains des 41 communes traversées par la ligne. Selon le rapport du CGEDD, qui vient s'appuyer sur les mesures présentées l'année dernière, la réglementation en matière de bruit n'est pas violée, car les moyennes restent dans les limites prévues par la loi. «Seuls trois points excèdent les seuils», rappelle Gérard Saumon.

En revanche, ce sont les pics sonores qui posent problème. Ce que pointent les riverains depuis le début et qui avait même fait l'objet d'un amendement pour modifier la loi, déposé par la sénatrice de la Charente Nicole Bonnefoy, voté il y a quelques semaines dans le cadre de la loi Mobilités. «J'espère que nos députés LREM n'auront pas l'idée de le retirer lors de l'examen du texte Mobilités à l'Assemblée nationale dans quelques semaines», tacle d'ailleurs la parlementaire sur Facebook.

Mais qui va payer ?

Puisque tout est conforme, ce ne sera pas au constructeur de mettre la main à la poche. À qui alors? Les 22 millions de travaux prévus se partageraient à 50 % entre l'État et les collectivités territoriales. «C'est pour cela que je reste nuancé tant que nous ne saurons pas comment la totalité des travaux va être financée, tempère Gérard Saumon. Où trouver l'argent complémentaire à l'engagement de l'État? Les budgets de CDC et des agglomérations ne le permettent pas. Quant au Département et à la Région, ils luttent pour le respect des engagements

”

Je reste nuancé tant que nous ne saurons pas comment la totalité des travaux va être financée.

de 2010 concernant les arrêts sur la ligne. J'ai bien peur qu'il y ait quelques soucis pour que ceux qui ont accompagné le financement de la LGV aient encore de l'argent à mettre sur la table.» «Reste à voir quelles sont les collectivités qui voudront et pourront financer», commente également Nicole Bonnefoy.

«Pour le moment, Lisea est incapable de donner le nombre d'habitations concernées, à la différence de son collègue de la LGV Paris-Rennes qui a comptabilisé près de 500 maisons à plus de 80 dB», fustige quant à lui dans un communiqué le président du Comité TGV Réaction citoyenne.

L'État prévoit encore 11 millions pour la ligne Bretagne - Pays-de-la-Loire. Mais sur l'agenda d'un éventuel démarrage des travaux anti-bruit, Gérard Saumon assure n'avoir aucune indication pour le moment, pas plus que sur l'estimation précise des chantiers pour le seul département de la Charente. La préfète de Région, désignée coordinatrice du dossier, devrait réunir les élus en vue d'en mettre en place son financement. Les riverains ont encore quelques nuits blanches devant eux.

Qu'est-ce qui restera de la visite au pas de course du Premier ministre en Charente ces deux derniers jours? Quelques selfies un peu flous, une paire de charentaises tricolores, des ronds-points tout propres. Édouard Philippe, ses ministres et ses conseillers ont drainé durant quarante-huit heures un sillage aussi puissant que rapide dans le département. Dans lequel s'est engouff-

Une Charente de boule à neige

frée une armada de caméras et de micros. Un sacré coup de projecteur. Paris en Charente! Prête à faire le pari de la Charente? Thomas Mesnier veut y croire. Les entrepreneurs veulent y croire. Et tous ceux qui ont rencontré le chef du gouvernement, affable, le disent: ils se sont sentis

«entendus». Mais qu'a voulu voir Édouard Philippe dans notre département? Une représentation de la France. Un concentré des problématiques actuelles, sur lesquelles les mesures prises par le gouvernement devraient agir à tous les coups. Et qu'a-t-il réellement vu de notre dé-

partement? De beaux endroits, de belles réussites, des salariés ou interlocuteurs parfois un peu intimidés. Une image de boule à neige à rapporter à Paris en même temps que les paniers cadeaux, garnis de noix et de pots de grillon. Faut pas croire, la Charente est comme la France: elle ne se donne pas en deux jours. Intenses certes. Mais insuffisants.

Myriam HASSOUN

ÉDOUARD PHILIPPE

a beaucoup de pouvoirs. En tout cas au moins celui de faire rouvrir La Table à dessin de la Cité à Angoulême, le restaurant fermé depuis des semaines suite à un défaut sur le revêtement du sol. Matignon a appelé mardi soir pour réserver. Et jeudi soir, le Premier ministre y a dîné avec près de 70 chefs d'entreprise de Charente, notamment plusieurs maisons de cognac. Il a été beaucoup question d'économie, de recrutement, de vie de l'entreprise... L'homme d'État a laissé un excellent souvenir au personnel. Après avoir mangé un tartare de saumon, un œuf parfait, un duo pigeon-magret et un dessert au chocolat, Édouard Philippe a filé en cuisine féliciter Damien Rousseau, le chef et associé de Nicolas Berthomet, le gérant du restaurant, qui a refermé ses portes aussitôt. Il ne devrait rouvrir qu'à la rentrée. À moins que le Premier ministre le conseille avant ça au président Macron.



Repro CL

SANDRA MARSAUD,

la députée En Marche, a encore du boulot, rayon protocole. Hier à Aubeterre, en fin de discussion sur la ruralité, tout le monde était sur le départ, le Premier ministre avait conclu, lorsqu'elle a pris la parole derrière le patron pour en remettre une longue louche avec «*quatre z'objectifs*» qui devaient régler la question. Édouard Philippe a de l'éducation. Il a à peine fait mine de ne pas se plonger dans ses notes.

■ Il y a quasiment un événement sportif par week-end en mai ■ Certains hôtels affichent complet ■ Tous font le plein pour la semaine du cyclotourisme en août.

A Cognac, les sportifs dopent le tourisme

Julie PASQUIER
j.pasquier@charentelibre.fr

Les badistes le week-end dernier. Les pongistes, ce week-end. Les boulistes le prochain. Qui dit mieux ? 6 000 personnes attendues pour le championnat de France Teamgym du 17 au 19 mai aux Vauzelles, 3 500 escrimeurs pour le championnat d'Europe vétérans, organisé par le Cercle de l'épée de Cognac au même endroit du

»
En général, à Cognac, tout le monde bosse bien. On se frotte les mains. Ces événements, ça nous complète les week-ends.

29 mai au 2 juin... Et puis, cerise sur le gâteau, 10 000 cyclotouristes pour la semaine fédérale internationale, calée début août. Cette année, Cognac se gave de manifestations sportives... qui drainent de nombreux touristes en centre-ville.



Il y a deux ans, le championnat de France de gym avait drainé la foule aux Vauzelles. 6 000 personnes sont à nouveau attendues, à la mi-mai, pour le championnat de France Teamgym. Photo archives Christophe Barraud

Difficile de mesurer concrètement l'impact. «Ils se débrouillent tout seuls, ne passent pas par l'office de tourisme pour réserver», constate Chantal Nadeau, vice-présidente de Grand Cognac en charge du tourisme. Qui reconnaît: «Plus ça

bouge dans tous les domaines, mieux c'est pour nous. Quand il y a un événement sportif, le soir, ça se ressent dans les restaurants.» Rien ne dit que c'étaient les joueurs de badminton, mais samedi dernier, en soirée, beaucoup d'établissements affichaient complet et ceux qui n'avaient pas réservé ont dû jouer des coudes pour trouver une table.

«Un événement monstrueux»

C'est encore plus flagrant dans les hôtels. «Pour la gym, c'est plein à craquer. Du 29 mai au 2 juin, on est blindé. Blindé aussi le week-end suivant pour la compétition de golf», observe David Peaudeau, le gérant de l'Ibis de Châteaubernard, qui assure être également «bien occupé ce week-end». «Tout va bien pour nous», assure-t-il, en précisant qu'à Cognac, «en général, tout le monde bosse bien. On se frotte les mains. Ces évé-

nements, ça nous complète les week-ends.» Ça évite même une fréquentation jugée parfois «catastrophique». A La Résidence, avenue Victor-Hugo, notamment où l'on est plus habitué à la clientèle d'affaire qu'aux touristes, ces sportifs sont les bienvenus les samedi et dimanche. «Pour l'escrime, on est plein sur la totalité du week-end. Et on est plein depuis belle lurette pour la semaine de cyclotourisme. Le premier qui a réservé, le 5 juin 2018, a pris la moitié de l'hôtel», qui compte 17 chambres.

Une manifestation vraiment exceptionnelle. «Pour cette semaine d'août, il n'y a plus rien à louer sur l'ensemble du territoire de Grand Cognac», remarque Chantal Nadeau. «On avait déjà des réservations fin 2017, s'étonne Frédéric Personyre, gérant du Cheval Blanc. C'est un événement monstrueux, tellement rare.» Pour lequel l'Ibis de Cognac a encore des demandes régulières. «Mais, nous aussi, on affiche complet.»

Le chiffre

300

postes sont à pourvoir dans les vignes pour le relevage, qui doit démarrer début juin. Des jobs en CDD, payés au smic, pour une durée de quinze jours ou trois semaines selon les exploitations, qui peinent souvent à recruter. Et pour cause: le relevage, c'est loin d'être l'activité la plus sexy dans les vignes. «Mais c'est un bon test pour voir si on peut tenir dans la durée», observe Laurence Trouvé-Langlais à Pôle emploi. Ça permet de faire entrer en contact les demandeurs d'emploi avec les entreprises, de susciter des vocations.» Et de préciser: «Les enjeux sont forts pour les viticulteurs. A eux de donner envie, de parler de leur métier et des possibilités d'évolution.» Le relevage ne demande aucune compétence spécifique. Un job-dating dédié aura lieu mardi, de 14 heures à 16 heures, à l'agence Pôle emploi de Cognac. Les offres sont aussi diffusées sur le site internet de Pôle emploi avec les coordonnées directes des employeurs.

A noter Hommages au tennis de table

Dimanche après-midi, lors de son open international, le club de tennis de table rendra hommage à trois de ses bénévoles disparus: Mathias Billiat, 26 ans, mort dans un accident le 11 mars 2018 près de Ronces-les-Bains; sa compagne Laure Sicard, décédée à l'âge de 23 ans, la semaine dernière, des suites de ses blessures. «Ils étaient proches de notre club, fortement impliqués dans nos organisations», indique André Sardet, qui rendra aussi hommage à Jean-Yves Arrivé, décédé en août, suite à une longue maladie de Charcot.

«On ne repart jamais sans cognac»

Venue le week-end dernier pour le tournoi national de badminton, la trentaine de joueurs d'Elancourt, dans les Yvelines, n'a pas tellement eu le temps de faire de tourisme. «Mais ça nous arrive de le faire quand le tournoi tombe à Pâques et qu'il y a le lundi en plus. L'an dernier, nous avions visité la maison Prunier», indique Axel Tadier. Chaque année, pour cet événement qu'elle juge «bien organisé, avec toutes les séries sur un même gymnase», l'équipe réserve un gîte à Saint-Fort-sur-Né... «Et on ne repart jamais sans

cognac. Si on n'en gagne pas sur le tournoi, on en achète avant de remonter», assure le badiste. C'est ce que font aussi certains pongistes. Resserré sur trois jours au lieu de cinq l'an dernier, l'open international de tennis de table accueille depuis hier 325 joueurs aux Vauzelles. «Ils viennent de toute la France et même de l'étranger. Il y en a plus de la moitié qui a besoin d'être hébergée», dit André Sardet, l'organisateur de la compétition. Certains viennent en famille et en profitent pour faire du tourisme.»

La ruée sur le patrimoine commence dès maintenant

Classiques ou insolites, près de 40 sorties se déclinent jusqu'à l'hiver. Beaucoup seront complètes, les réservations ont débuté.

Marc BALTZER
m.baltzer@charentelibre.fr

La troisième brochure des «Rendez-vous du patrimoine» de l'Espace découverte est en train d'être diffusée un peu partout dans le Cognacais. Six mille exemplaires d'un petit fascicule en couleurs, qui liste quarante sorties nocturnes, insolites, gourmandes et bien souvent exceptionnelles (1). Exceptionnelles dans le sens où «*les propriétaires des endroits visités ont la gentillesse de nous ouvrir leurs portes pour l'occasion*», indique Ana-Elisabeth Cléry, directrice de l'Espace Découverte en pays du Cognac, dont les murs accueillent neuf propositions.

Parmi les lieux «à côté desquels on passe parfois à deux kilomètres sans se rendre compte qu'ils abritent des trésors», le président de l'agglomération Jérôme Sourisseau retient le prieuré de sa commune de Bourg-Charente ou encore les carrières de Saint-Même et la maison Villevert à Merpins. Comme beaucoup de ces sites, cette dernière n'ouvre qu'à l'occasion d'événements bien ciblés, qui sont généralement complets des semaines à l'avance. D'où l'intérêt de réserver dès maintenant à l'Espace découverte.

A noter quelques nouveautés que CL avait déjà évoquées, comme la visite de l'atelier du peintre Bonnard à Mainxe-Gondeville (CL du 21 mai dernier), ou la balade à vélos anciens prévue les 24 et 25 août. Pour les amateurs de spectacles visuels, à noter aussi le retour du «mapping vidéo» sur la façade du château de Bouteville, en septembre, après une première édition en 2017.

(1) Elle se télécharge aussi sur www.grand-cognac.fr



Entre autres nouveautés, une randonnée cycliste «vintage», les 24 et 25 août. Photo D. R.

Vers un Pays d'art et d'histoire

Cognac est titulaire du label «Ville d'art et d'histoire» depuis 2012 et les animations proposées par le service en question ne désempassent pas. Résultat: l'agglomération a décidé, elle aussi, de postuler à cette reconnaissance du ministère de la Culture. L'idée serait d'étendre le label de la ville-centre à tout le territoire. Le dossier de candidature est en cours de réalisation, aucune date n'est encore évoquée. Autre évolution attendue ces prochains mois: le label des «villages de pierre et de vignes», lancé en

2014 par le Pays Ouest-Charente, devrait se fondre avec celui des «villages de pierre et d'eau» initié en Charente-Maritime, qui avait servi de modèle à la démarche charentaise. Les deux premières années, une demi-douzaine de communes avaient décroché le label «de pierre et de vignes», puis le travail lié à la fusion des communautés de communes avait mis la démarche au second plan des priorités. «Nous avons manqué de dynamisme sur ce point», reconnaît le président de l'agglomération Jérôme Sourisseau. «Nous allons relancer ça.»

L'enseigne «Proxi» rouvre ses portes à Salles-d'Angles

Après un an de fermeture, la petite supérette renaît de ses cendres. Elle rouvre aujourd'hui, réagencée et avec de nouveaux services.

Gilles BIOLLEY
g.biolley@charentelibre.fr

Cela faisait un peu plus d'un an qu'il avait fermé ses portes. Bonne nouvelle pour les habitants de Salles-d'Angles qui ne comptaient plus qu'une boulangerie pour seul commerce de proximité, le magasin «Proxi», situé le long de la départementale 731, va rouvrir aujourd'hui samedi. «En espérant que ça dure cette fois, c'est important pour notre population d'avoir un tel commerce», croise les doigts le maire Robert Guilloton, lequel a délesté de loyer, pour les trois premiers mois d'activité, le nouveau gérant de cet établissement dont les murs sont propriété de la commune. «Un petit coup de pouce pour l'aider à démarrer», explique-t-il à propos de Vincent Rodier. A 37 ans, cet ancien cuisinier a choisi de se lancer dans cette activité nouvelle pour lui «à la fois par opportunité et l'envie d'une autre aventure professionnelle», indique-t-il, impatient «de relancer ce magasin qui ne manque pas de potentiel.»

Restauration sur place

1 100 habitants, 7 000 véhicules qui se croisent au quotidien devant cette enseigne qui aura pour voisine une station de lavage auto d'ici la fin de l'année, 300 m² de surface totale dont 140 de vente, «il y a de quoi faire, et plus qu'à surtout», sourit Vincent Rodier qui a revu l'agencement du magasin et ses extérieurs afin de le rendre plus accessible et pratique pour les consommateurs. «J'ai redisposé les rayonnages, revu la segmentation des zones de produits, j'ai investi dans du mobilier avec notamment deux vitrines réfrigérées neuves, décrit-il. J'ai également défini un petit espace restauration où les gens pourront se poser et déjeu-



Vincent Rodier est le nouveau gérant de l'établissement. Une nouvelle aventure pour cet ex-cuisinier qui proposera des plats cuisinés sur place et par ses soins.

Photo G. B.

La satisfaction des élus

Robert Guilloton, le maire, et le conseil municipal de Salles-d'Angles se sont félicités de la réouverture du «Proxi» sous l'enseigne «Le panier de Vincent», et souhaitent que le succès soit au rendez-vous. Parmi les autres sujets abordés lors du dernier conseil municipal, il a été décidé de pallier l'absence de longue durée de l'adjoint technique par l'embauche d'un stagiaire susceptible d'être titularisé. Originaire de la commune, il devrait prendre son poste bientôt. Des emplois jeunes seront également

proposés pour l'été, avec une priorité donnée aux jeunes de la commune. D'une durée de 20h par semaine, ils s'adressent aux 16-18 ans, pour l'instant des candidats se sont manifestés. Par ailleurs, le maire informe le conseil de l'avancée des travaux d'aménagement du bourg qui se poursuivent et devraient s'achever au plus tard le 15 juin. Et Rémy Briault transmet à ses collègues le courrier de l'entreprise Colas, qui doit reprendre cet été les enrobés défectueux réalisés en 2017 sur plusieurs voies de la commune.

ner s'ils le souhaitent. En extérieur, j'ai repensé également la devanture, et je vais installer un totem de 2,50 m sur la Départe-

tionnelle, les fruits et légumes, le rayon boucherie et le service «gaz», du pain cuit sur place et des plats cuisinés par ses soins. «Dans la mesure du possible à base de produits locaux et du terroir», promet-il.

Ouvert tous les jours, de 7h30 à 19h30 du lundi au vendredi, de 9h à 19h30 le samedi et de 9h à 12h30 le dimanche.

»

J'ai défini un petit espace restauration où les gens pourront se poser et déjeuner s'ils le souhaitent.

Le boom du recyclage plastique



Les employés de la PME française ExcelRise s'affairent à trier les films plastiques avant leur recyclage.

Photo AFP

De gros ballots de déchets viennent de débarquer, les opérateurs se précipitent pour les trier. Pas de temps à perdre chez ExcelRise, une PME française qui surfe sur l'essor du recyclage des films plastiques.

Alors que la pollution des océans et son impact sur la biodiversité fait les gros titres avec un sommet international organisé à Paris, cette petite société basée à Montbrison dans la Loire développe une production intégrée, alliant du tri du déchet au film recyclé.

«Le marché du recyclage plastique est en train d'exploser», confie Sébastien Wolff, co-fondateur et patron d'ExcelRise, qui escompte multiplier par dix sa production de films plastiques recyclés d'ici 2025, pour atteindre 40.000 tonnes annuelles. La croissance du plastique recyclé

■ Alors que se déversent chaque année des millions de tonnes de plastique dans les océans, le marché du recyclage est en plein essor

■ Exemple dans une petite société du Loiret.

a plusieurs causes, dont en premier lieu la décision de la Chine

en 2017 d'arrêter les importations de plastiques usagés qui a laissé sur le marché européen d'importantes quantités de déchets.

«Un appel d'air énorme»

Puis la demande de films plastiques fabriqués à partir de matière recyclée a été dopée par la décision de l'éco-organisme français de collecte Citeo d'accorder un bonus sur l'éco-contribution, la taxe que les entreprises doivent payer s'ils fabriquent des équipements potentiellement polluants. Elle est réduite d'un maximum de 50 % si l'entreprise emploie des plastiques contenant au moins 50 % de recyclé (voir ci-dessous), explique Emmanuel Guichard, directeur général d'Elipso, la fédération professionnelle du plastique souple. «Un appel d'air énorme», note-t-il. A Montbrison, la longue chaîne

de recyclage débute par le tri. La matière première est livrée par les collecteurs de déchets sous forme d'énormes balles de 200 à 500 kg



Le marché du recyclage plastique est en train d'exploser.

de film plastique compressé. Une demi-douzaine d'opérateurs les ouvrent puis séparent manuellement les films, selon leur qualité. En général, il y a de 2 % à 5 % d'autres matières que du plastique. Un opérateur peut trier jusqu'à 300 kg par heure, surtout s'il

L'impression 3D mise sur le recyclage

Transformer des gobelets plastiques en chaise, utiliser de la matière première issue du recyclage: l'impression 3D développe sa fibre écologique.

■ **Des filaments recyclés**
Pour imprimer en trois dimensions, on peut utiliser de la poudre ou des filaments en métal, en bronze, en cuir mais aussi... en plastique de pots de yaourt. Armor 3D a ainsi lancé une gamme de filaments recyclés. «Au départ, on se demandait comment valoriser les 60 % de cartouches d'encre non utilisables que l'on récupérait. En les démantelant, on a pu transformer une partie en filaments», raconte Pierre-Antoine Pluvinaige, responsable du développement de l'activité 3D chez Armor.

■ **Collecte de gobelets**
La jeune entreprise GobUse, créée en janvier 2019, propose de collecter directement les gobelets en plastique dans les entreprises et lieux publics contre un abonnement. Six points de collecte sont actuellement mis en place dans l'Essonne. Les gobelets sont ensuite amenés chez des entreprises du recyclage pour être notamment transformés en filaments pour imprimante 3D, puis redistribués.

s'agit de balles homogènes, constituées de films assez propres de palettes industrielles. Les films passent ensuite dans un broyeur qui en traite une tonne par heure. A la sortie, les flocons de plastique sont lavés, puis conditionnés en paquets.

Exemple typique d'économie circulaire: ils sont expédiés vers un autre site du groupe pour être fondus et transformés en granulés servant à refabriquer du film plastique.

Bientôt presque tout sera effectué à Montbrison, même la regranulation, moyennant l'achat d'une machine pour près d'un million d'euros. De belles perspectives donc.

L'importance de la pédagogie auprès des utilisateurs

Le recyclage des films plastiques usagés est en plein développement mais les fabricants doivent faire de la pédagogie auprès des utilisateurs, explique Emmanuel Guichard, délégué général d'Elipso, la fédération professionnelle de l'emballage plastique.

Où en est la collecte des films d'emballage plastiques?

On a deux types d'emballage plastique: le ménager, et l'industriel et commercial.

Dans le ménager, la collecte de films se met progressivement en

place puisqu'il n'y a que les communes sous l'extension des consignes de tri qui collectent du film. Paris est passé (à l'extension) au 1er janvier. Mais le fait de mettre le film dans la poubelle (de tri) n'est pas si spontané, et on a une difficulté pour utiliser ce gisement. L'industriel et commercial, c'est complètement différent. C'est une logique de collecte des housses de palettisation, dans la grande distribution, le bâtiment: un gisement de très belle qualité, des grandes pièces.

Un «bonus», qui réduit la taxe

que les entreprises payent sur des équipements potentiellement polluants, a-t-il été mis en place pour favoriser la collecte des films plastiques ménagers? La nouveauté depuis janvier, c'est qu'on a un bonus pour les films intégrant du recyclé. Le film, s'il incorpore 50 % de plastique recyclé, a un bonus de 50 %. Ce qui est énorme. Ce bonus marche bien et donc on a une tension positive qui fait qu'il y a un appel de matière recyclée très fort. Ça crée une appétence des clients pour de la matière recyclée et on a beaucoup de demande de clients

pour cette incorporation.

A la fin de l'année, 50 % de la population sera passée en extension des consignes de tri.

Il y a un message qui devient intéressant pour les marques (qui veulent pouvoir étiqueter que dans leurs films, il y a du recyclé. Le marché serait complètement mort s'il n'y avait pas eu ce bonus. Et au-delà du bonus, des acteurs jouent le jeu, ce qu'on a vu avec les engagements volontaires, notamment dans l'industrie. A peu près tous les producteurs de films ont déjà une offre avec un film 50 % recyclé.

Quel est l'avenir de l'emballage en film recyclé?

Au bout d'un moment, tout l'emballage industriel et commercial de très belle qualité, on va l'avoir collecté. (...) Mais la demande d'intégration de films (recyclés) ne va pas baisser. Il va falloir qu'on aille chercher d'autres gisements, donc probablement aussi des films moins facilement recyclables. Soit on arrive à obtenir des clients qu'ils utilisent des emballages qui ont des caractéristiques un peu différentes, un film un peu plus teinté, soit on devra re-concevoir tous les emballages.

Le chiffre

+18,5% En hausse de 18,5 %

par rapport à 2017, les redressements opérés par les Urssaf pour travail dissimulé ont atteint un record en 2018, à 640,7M€, a annoncé l'Acoss, l'organisme collecteur des cotisations de sécurité sociale. Les redressements effectués dans le cadre de la fraude au détachement des travailleurs européens ont eux explosé à 130,7M€, plus que triplant par rapport à 2017 (40,6M€).



Day	Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
Dimanche	4° 15°	4° 13°	2° 14°	1° 13°
Lundi	5° 18°	4° 18°	2° 17°	2° 16°
Mardi	7° 19°	6° 20°	5° 20°	5° 19°
Mercredi	11° 18°	11° 18°	10° 18°	9° 17°
Jeudi	11° 18°	11° 19°	9° 18°	9° 18°
Vendredi	11° 19°	11° 20°	9° 20°	9° 19°
HIER			Mini / 16h	
	Angoulême		8°	15°

Temps humide et venteux
Un nouveau passage pluvieux arrive par le Nord et traverse la région en cours d'après-midi. Il est suivi par un régime d'averses.
Vent de Nord-Ouest à Nord-Est, modéré à assez fort. Rafales de 60 à 70 km/h.

Une maison pour tous les services

POLITIQUE En Charente, hier, le Premier ministre a annoncé la création de nouvelles « Maisons France Service » pour rompre le sentiment d'abandon en milieu rural

Jefferson Desport
j.desport@sudouest.fr

Avant même que ne débute, hier, le deuxième et dernier jour de son déplacement en Charente, Édouard Philippe savait qu'il n'échapperait pas à une question sur la polémique provoquée par les propos de son ministre de l'Intérieur sur l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière. Une perspective qui a eu le don de l'agacer, dans la mesure où cette explication attendue risquait de reléguer au second plan ses annonces prévues en faveur de la ruralité. Et ce d'autant plus que la veille, il avait lui aussi condamné fermement cette intrusion. D'où un début de journée quelque peu particulier, le Premier ministre se gardant bien de répondre à la presse. Dans un souci évident de ne pas accrédi-ter l'idée d'une quelconque urgence, et surtout, de laisser le temps à Christophe Castaner de rétro-pédaler (lire par ailleurs), le locataire de Matignon s'est donc astreint à dérouler son programme comme si de rien n'était.

Moins de 30 minutes

Une première escale à Angoulême, puis une autre à Aubeterre,

l'un des plus beaux villages de France, avant de rejoindre en début d'après-midi Montmoreau pour une séquence consacrée à l'accessibilité des services publics en milieu rural. Un des nombreux impératifs fixés au gouvernement par Emmanuel Macron dans ses réponses au Grand Débat. Le chef de l'État s'étant engagé, sur ce sujet, à la création d'une maison de services publics dans les quelque 2000 cantons du pays d'ici à 2022. Avec cette exigence : qu'elles se trouvent à moins de « 30 minutes » des usagers. Le but : rompre le sentiment d'abandon exprimé par les gilets jaunes. C'est donc dans la Maison de services au public de Montmoreau que le Premier ministre a annoncé la création de 500 établissements de ce type dans les six mois à venir sur l'ensemble du territoire. Lesquels seront rebaptisés maison « France service ».

Accompagner

Concrètement, chaque maison devra proposer un bouquet de services élargis devant pallier l'absence de certains opérateurs ou services de l'État. Dans le détail, on devrait y retrouver la CAF, la CNAM, la CNAV, la MSA, la Poste et pôle emploi. Il sera aussi possible



Édouard Philippe à Aubeterre-sur-Drone (16). PHOTO LOIC DEQUIER

de renouveler ses documents d'identité et d'acheter des timbres. Mais surtout, ce dispositif reposera sur la présence d'agents « polyvalents ». Alors que c'est précisément cet aspect-là qui inquiète les syndicats, Édouard Philippe a tenu à préciser qu'ils seraient formés : « Nous avons de l'argent disponible. » Pour le Premier ministre, le service attendu ne consistera pas à renvoyer le public vers « un ordinateur », mais bien à « l'accompagner individuellement ». Relancé sur Christophe Castaner, il répondra : « Je

suis en Charente pour parler de l'accessibilité et de la qualité des services publics. Je sais que c'est moins spectaculaire que les polémiques dans lesquelles nous aimons nous abîmer, mais ce n'est pas parce que c'est moins spectaculaire que c'est moins important. » Agacé, on vous disait...

SUD OUEST.fr

Retour sur les deux jours de visite du Premier ministre en Charente, en images et en vidéo  Abonnés.

Violences policières contre des journalistes : Macron promet d'agir

CRISE DES GILETS JAUNES

Emmanuel Macron a promis que « des actions » seraient engagées pour sanctionner les violences policières délibérées contre des journalistes pendant la crise des gilets jaunes, a indiqué vendredi le secrétaire général de Reporters sans frontières (RSF) Christophe Deloire, qui venait d'être reçu par Emmanuel Macron. « Depuis le début des manifestations des gilets jaunes, 90 violences policières au moins ont été constatées. Ces violences policières sont notamment le fait de brigades anticriminalité. Elles ne sont pour l'essentiel pas le fait des forces habituées au maintien de l'ordre », a-t-il précisé devant des journalistes.

Européennes : la liste des candidats connue lundi

POLITIQUE Depuis 18 heures, hier, le dépôt des listes aux élections européennes du 26 mai prochain est terminé. Mais la ligne de départ ne sera officiellement dévoilée que lundi

Benoît Lasserre
blasserre@sudouest.fr

Le rideau est tombé hier, à 18 h, heure limite pour déposer les listes aux élections européennes du 26 mai. Des listes totalement paritaires hommes-femmes, de 79 noms, soit le contingent français à Bruxelles, où peuvent concourir des candidats d'autres pays européens. La liste LREM accueille par exemple Sandro Gozi, ancien ministre italien des Affaires européennes.

Le « Journal Officiel » publiera aujourd'hui les listes mais c'est lundi que seront officialisées celles qui brigueront les suffrages des électeurs français, pour le moment pas très motivés.

Aucun suspense pour les principales listes, dont les trois qui se détachent régulièrement dans les sondages : La République En Marche (LREM), le Rassemblement National (RN) et Les Républicains (LR), pas plus que pour les listes Europe-Ecologie Les Verts (EELV), les Insoumis, l'une des rares, avec LREM et Nathalie Loiseau, à être conduites par une femme, Manon Aubry, PS/Place publique et Debout la France. Ces deux listes font du yoyo autour des 5 %, seuil minimal pour obtenir des élus au Parlement.

L'affaire se complique pour Génération.s (Benoît Hamon) et le PCF qui nagent autour des 3 % et peuvent au moins espérer être remboursés de leurs frais de campagne. On verra enfin si les gilets jaunes, soit avec Francis Lalanne, soit avec Christophe Chalençon, obtiennent leur feu vert.

L'élection européenne est enfin l'occasion de découvrir des listes qui



Selon Odoxa, seulement 34 % des Français voteront sur des enjeux européens. ARCHIVES AFP

disparaissent sitôt l'isolement démontré. On verra si le cru 2019 est aussi copieux que celui de 2014, avec environ 24 listes en lice.

Les Français ont perdu espoir

L'élection va en tout cas se dérouler dans un climat dont l'effervescence évoque davantage l'aspirine que le champagne. Selon un sondage Odoxa, effectué auprès de plus de 4 000 citoyens européens dont un quart de Français, pour RN, et la Fédération des garanties et assurances affinitaires (FG2A), l'Europe n'est plus considérée comme une source d'espoir que par 28 % des Français. Le chiffre était de 61 % en 2003. Ils partagent ce pessimisme avec les Britanniques (qui ont de bonnes rai-

sons pour ça) alors qu'en Italie, en Espagne et en Allemagne, l'espoir l'emporte sur la crainte.

Selon Odoxa encore, seulement 34 % des Français voteront le 26 mai sur des enjeux européens. De nouveau, la France et le Royaume-Uni se singularisent par leur pessimisme au contraire des Espagnols, des Allemands et des Italiens.

Et pour plus de huit Français sur dix, le pouvoir d'achat s'est dégradé depuis un an. La France est, de loin, le pays le plus pessimiste d'Europe sur ce point.

Le RN devant LREM

Après avoir plusieurs fois été devancé par la liste Loiseau, Jordan Bardella, le jeune chef de file RN prend sa re-

vanche dans deux sondages consécutifs à la conférence de presse d'Emmanuel Macron et aux piteuses déclarations de la n°1 de la liste LREM.

Pour Ifop/« Paris-Match »/Sud Radio, le RN obtiendrait 22,5 % et LREM 21,5 %. Écart plus large selon OpinionWay/« Les Échos »/Radio Classique avec 24 % et 21 %. Pour Ifop, la liste LR Bellamy passe à 15 % et reste à 14 % pour OpinionWay.

Écologistes et Insoumis sont toujours au coude-à-coude à 9 %, PS/Place Publique stagne à 5 %. Sous ce seuil fatidique, on trouve ensuite les listes Dupont-Aignan, Hamon, Brosat (PCF) et Lagarde (UDI). Gilets jaunes, Lutte Ouvrière, Philippot et Asselineau ne décollent pas du sol.

Batteries électriques : pourquoi l'Europe se lance

La Commission européenne subventionnera l'émergence d'une filière batterie pour véhicules électriques. Une nouvelle stratégie industrielle se dessine avec cette décision

1 L'Europe pèse encore trop peu dans cette industrie

Pour le moment, l'Europe n'existe quasiment pas dans l'industrie de la batterie pour véhicule. Elle ne représente que 3 % d'une production mondiale ultra-dominée par l'Asie (85 %) et en particulier la Chine, avec le géant CATL, qui pèse 23 % de la production mondiale. Loin devant les États-Unis et leurs 13 %. Et dire que la batterie Lithium a été inventée par un Français, Michel Armand, en 1980...

2 Bruxelles veut s'émanciper de l'hégémonie chinoise

Plus de 35 entreprises, issues de 10 pays européens, ont répondu à l'appel de la Commission européenne. Un premier consortium

semble avoir pris de l'avance. Il réunit le Français Total, via sa filiale Saft, le constructeur PSA et sa branche Allemande, la marque Opel. Après des années d'hésitations, les constructeurs déploient une offre de véhicules électriques. De 4 millions d'immatriculations aujourd'hui, le parc électrique pourrait atteindre 200 millions d'unités d'ici à 2028.

La batterie représente 30 à 40 % de la valeur ajoutée d'un véhicule et, pour le moment, cette valeur est captée quasi essentiellement par l'Asie. L'Europe veut en récupérer une partie. Elle sait aussi que l'absence d'acteurs industriels de la batterie pourrait lui faire perdre 11 % de son PIB, et surtout, 1 million d'emplois d'ici à 2030, faute d'avoir pu

compenser les pertes liées au recul du moteur atmosphérique. Ceci dit, produire, des batteries Lithium-Ion ne suffit pas à s'émanciper de l'hégémonie de la Chine, qui contrôle l'essentiel des deux matières premières nécessaires à leur production (Cobalt et Lithium). L'Europe fait le pari, à l'horizon 2030, de mettre au point une nouvelle génération de batterie partiellement recyclable.

3 Gros enjeu pour la Saft, et donc pour la Nouvelle-Aquitaine

Le groupe Saft est embarqué dans le projet associant sa maison mère, Total, aux constructeurs PSA et Opel. Il est difficile de savoir à ce jour où seront créés l'usine pilote française (2020) et les deux sites de production qui seront installés en France



La batterie représente 30 à 40 % de la valeur d'une voiture électrique. ARCHIVES « 50 »

et en Allemagne à l'horizon 2022-2023. La Nouvelle-Aquitaine a peut-être une carte à jouer, après tout, sur les 4 000 salariés de Saft à travers le monde, notre région en compte 1 500 à Poitiers (700), Bordeaux (650) et Nersac (150).

Pascal Rabiller

LE CHIFFRE DU JOUR

282 bénévoles (120 femmes et 162 hommes) prêtent main-forte au festival Blues Passions à Cognac. La grande majorité (251) résident dans la région Nouvelle-Aquitaine. Sans eux, le Blues n'aurait pas compté 35 000 à 40 000 festivaliers l'été dernier ni « scanné » 30 000 billets (payants et gratuits). La prochaine édition se déroulera du jeudi 4 au lundi 8 juillet.

SACHEZ-LE

Teknival 2019 : la préfecture de Charente ne veut pas 20 000 « teufeurs »

Hier, la préfète de Charente a signé deux arrêtés portant interdiction temporaire de tout « rassemblement festif de type Teknival ou rave party ». Marie Lajus, prudente, a fait comme ses collègues préfets de Charente-Maritime, Vienne, Dordogne ou Creuse. La rumeur sur Internet veut, en effet, que le Teknival 2019 soit organisé « quelque part » en Nouvelle Aquitaine, entre le 3 et le 10 mai. La précédente édition de cette fête « alternative » avait réuni plus de 20 000 « teufeurs » dans la Marne. En toute illégalité. Rappelons qu'un Teknival s'était tenu en Charente en septembre 2006, sur les pistes de l'aéroport de Brieg-Champniers (notre photo d'archives de la fête vue du ciel). À l'époque, le préfet avait dû se résoudre à autoriser et à encadrer la manifestation. Par sécurité...



PHOTO ISABELLE LOUVIER / ARCHIVES « SUD OUEST »



Le Premier ministre a délocalisé Matignon pendant deux jours en Charente, ici à Angoulême, quartier Bel-Air-Grand-Font



La grosse annonce de la journée avait lieu à la Maison de services au public de Montmoreau, avec l'objectif affiché d'atteindre 500 maisons « France service »

Programme tout-terrain

POLITIQUE Deux visites urbaines en début et fin de journée, trois séquences sur le thème de la ruralité au milieu, Édouard Philippe a ratissé large hier pour son deuxième jour de visite

PHOTOS : Loïc Dequier
TEXTE : Philippe Ménard
p.menard@sudouest.fr

« Je suis assez sensible aux ondulations du paysage et aux églises romanes. Je ne suis pas déçu. » Planté en haut d'un coteau de Val-de-Vignes, hier, Édouard Philippe résume sa visite en Charente. Le Premier ministre a pris son temps sur les routes du sud Charente. Le retard s'est accumulé au fil du parcours.

Secoué par la crise des gilets jaunes, le gouvernement veut clamer sa « mobilisation pour les habitants des territoires ruraux ». C'était le thème d'une table ronde à Aubeterre, en fin de matinée. Le Premier ministre en remet une couche à Montmoreau, après le déjeuner. Dans un ancien silo, la communauté de communes Lavalette-Tude-Drôme a aménagé il y a dix ans un « relais de services publics », rebaptisé « maison de services au public » en 2016.

Montmoreau cité en modèle

Ce « au » entre « services » et « public » fait tiquer une poignée de militants du syndicat SUD Solidarité finances publiques, qui attend le

cortège. « Il n'y a plus de permanence, seulement des rencontres sur rendez-vous. Pour les choses plus pointues, les gens ont besoin de nos services. En dix ans en Charente, 13 trésoreries et 30 % des effectifs ont été supprimés », pointe Amélie Blanc, cosecrétaire du syndicat. Elle obtiendra un entretien avec un membre du cabinet de Matignon.

Sabrina Dias, agent communautaire qui accueille et accompagne les usagers, n'a pas senti de différence avec le changement de dénomination. « On règle 80 % à 90 % des demandes.

« On a tout de même eu un très beau panorama de ce qu'est la Charente »

des demandes. Pour le reste, on fait appel aux techniciens des différentes administrations. » La Maison des services au public de Montmoreau, l'une des 20 existantes en Charente, dont 10 portées par La Poste, est citée comme un modèle. Édouard Philippe y fait la seule véritable annonce de la journée. Le gouvernement veut atteindre 500 structures labellisées « France Services », pour mieux cou-

vrir l'espace rural (lire en page 7).

Une étrange boîte à sons

Le Premier ministre enchaîne par une escapade à Val-de-Vignes. Christophe Charrier décrit ses recherches pour privilégier des solutions naturelles dans ses 20 hectares de vignes. La boîte de la société Génomics, qu'il a été le premier à utiliser dans la région, se taille un joli succès. Le principe ? Des séances sonores jouent sur la vitalité des végétaux, aidant à lutter contre les maladies. « Vous m'en bouchez un coin ! », sourit Édouard Philippe.

Quelques voix ont regretté que le Premier ministre ne pousse pas jusqu'à Cognac, et son eau-de-vie qui rapporte 3,2 milliards d'euros de devises à la France. « On ne peut pas aller partout, même s'il y a eu beaucoup de séquences. On a tout de même eu un très beau panorama de ce qu'est la Charente. Et puis c'est important de ne pas résumer la Charente à Cognac », défend le député IREM Thomas Mesnier.

Au marathon d'Édouard Philippe, il faut ajouter les nombreuses réunions menées par ses conseillers au fil du territoire. Au-delà de la com', des messages auront été transmis.



Reçu par Christophe Charrier et son fils, Édouard Philippe voulait voir des techniques viticoles vertueuses

Un laboratoire des politiques urbaines

ANGOULÊME Le Premier ministre a détaillé les différents dispositifs urbains pris par le gouvernement, avec l'exemple de la préfecture

Tout au long de ces trois jours de visite, Xavier Bonnefont et Édouard Philippe auront redoublé d'amabilités l'un envers l'autre. « Délocaliser ainsi Matignon, c'est quelque chose de totalement innovant, qui réinvente la politique », a salué le maire devant son invité. « Quand nous avons décidé de venir en Charente, on m'avait dit "tu vas voir, c'est beau". On m'avait menti. C'est encore en dessous de la réalité, a répliqué le chef du gouvernement. Je suis heureux d'être à Angoulême. » Proches de longue date, les rela-

tions des deux hommes s'étaient encore réchauffées avec les récents coups de pouce ministériels : « À chaque fois que nous avons demandé à intégrer des dispositifs gouvernementaux, vous avez répondu présent », a lancé Xavier Bonnefont, évoquant tour à tour l'inscription de sa ville au label Cité Éducative, au projet Cœur de ville, aux Opérations de rénovation urbaine (ORU) du quartier Bel-Air/Grand-Font, ou encore à celle des Quartiers de reconquête républicaine (QRR). « On peut à la fois le

prendre comme un signe que le gouvernement porte le bon diagnostic sur les villes moyennes, mais aussi comme une validation : cela montre la pertinence de nos actions et de notre volonté politique », notait le maire.

Dix policiers supplémentaires

À propos des renforts de police compris dans le plan QRR, le Premier ministre a annoncé à l'occasion de sa visite du quartier Bel-Air Grand Font, une dizaine de policiers supplémentaires. Sans que l'on sa-

che précisément leur nombre, ni le calendrier de leur déploiement. « Prochainement », a assuré Édouard Philippe, qui évoquait « une dizaine » de postes le matin, puis « dix » le soir. « Cela peut sembler pas grand-chose mais je peux vous assurer que les policiers se rendent très bien compte de ce que cela représente », a-t-il encore soufflé.

La Ville, signataire avec l'État du contrat financier, qui limite l'évolution des dépenses de fonctionnement, se montre bon élève dans ce domaine : à ce titre, elle bénéficiera

d'une aide pour quatre opérations, dont la rénovation du Champ de Mars et le projet de modernisation de l'école européenne supérieure de l'image. Quant à l'opération de rénovation urbaine de Bel-Air/Grand-Font, le Premier ministre a rappelé l'effort de l'État pour gonfler la somme initialement promise de 7 à 23 millions d'euros. « Un cercle vertueux », pour Xavier Bonnefont, dont la municipalité a également investi lourdement sur ce projet, à hauteur de 15,5 millions d'euros.

Adrien Ortavent

Est-il permis d'en causer ?

Que le Premier ministre Edouard Philippe, en opération séduction en Charente, annonce un permis de conduire moins cher au CFA de Chasseneuil, ne passe pas vraiment pour Nicole Bonnefoy, sénatrice de gauche charentaise. « Dorénavant, les apprentis se rendront au CFA en ayant obtenu leurs permis de conduire moins cher ! Tant pis pour la ligne du quotidien Limoges-Angoulême, c'est trop cher ! Au fait, ils rouleront à 80 ou à 90 km/h ? Quel décalage, fallait le faire annoncer ce type de mesure justement ici ! » note-t-elle, un brin piquante. Tout n'est pas permis...



La sénatrice Nicole Bonnefoy.

PHOTO ANNE LACAUD / ARCHIVES « SUD OUEST »

Dans le sillage des ministres

Les consultations sont allées bon train, hier et avant-hier, en Charente. Dans le sillage du grand barnum ministériel, les délégations techniques n'ont pas chômé. Des réunions se déroulaient partout, à Jarnac, Rouillac, Barbezieux et même Ruffec ! À Cognac, par exemple, on a parlé du dispositif « Cœur de ville ». Les conseillers furent si souvent sollicités que certains n'ont pas pu tenir le calendrier intense imposé par Matignon et honorer tous les rendez-vous. Ils n'ont pu, par exemple, échanger avec les jeunes entrepreneurs de la pépinière Eurékatech du Grand-Angoulême. Philosophes, ils ont oublié la mésaventure autour d'un buffet. C'est déjà ça.

Et M^{me} la députée prit la parole

Cela se passait hier matin, à la mairie d'Aubeterre, où Edouard Philippe présidait une table ronde sur le thème de la ruralité. Les échanges avec de « vraies gens » – des élus locaux mais aussi un ruraliste ou un infirmier – durèrent une bonne heure et furent de bonne tenue. À l'heure de conclure, le Premier ministre dit en substance que la discussion fut passionnante. Il ajouta avoir pris bonne note des remarques et promit d'en tenir compte. Il était temps de filer à Montmoreau quand, soudain, Sandra Marsaud prit la parole. M^{me} la députée s'exprima une bonne dizaine de minutes. Philippe eut la courtoisie de regarder ses notes, pas sa montre.



« Honte à ce gouvernement qui utilise de tels arguments ! »

Jérôme Lambert, député de Charente apparenté PS, à propos de la polémique de la Piété Salpêtrière. « J'en ai assez de me faire agresser par de la propagande », ajoute-t-il.

Cognac morte de trouille ?

Les meurtres sont d'une grande rareté à Cognac. La ville vient d'en connaître deux coup sur coup, l'un rue Saint-François le 1^{er} avril, l'autre rue de l'Isle d'Or entre le 8 et le 11 avril. Voilà qui fait réagir la conseillère municipale RN Isabelle Lassalle sur les réseaux sociaux : « Bonne publicité pour la ville de Cognac, deux homicides en moins d'un mois ! Cela va sérieusement refroidir les futurs investisseurs. » Sérieusement ? Il n'y a guère que les victimes qui sont refroidies. Cela a certes de quoi frapper les esprits, de là à faire passer Cognac pour un endroit dangereux, il y a de la marge...

Bras de chemise

La politique, c'est tout un art. Et certainement pas celui de l'invisibilité, en tout cas pas sur les réseaux sociaux. Comme en témoigne la nouvelle photo de Xavier Bonnefont, sur un de ses profils publics. Le maire d'Angou-

lême a troqué la veste, pas la cravate, mais les manches de la chemise sont retroussées, comme le sourire, et la tête légèrement inclinée. Les admirateurs likent, mais s'interrogent. Qui est le photographe ? Pour rendre à César (ou Cléopâtre) ce qui est à César. Mais qui est César, au juste ?

Un Z qui veut dire Muñoz

Jonathan Muñoz, le directeur de cabinet de Michel Gourinchas, briguera-t-il le siège de son patron ? Sera-t-il candidat à la mairie de Cognac ? Pour l'heure, il reste muet et serviable, un peu comme Bernardo, le célèbre valet de Zorro. Muñoz attend sans doute le bon moment pour se démasquer et ferrailer avec ses opposants déclarés. L'aventure politique l'appelle. Piétine-t-il, s'impatiente-t-il, fougueux comme Tomado, prêt à bondir et à galoper ? Cette semaine, Muñoz a changé la photo de couverture de sa page Facebook personnelle. L'image montre un Z à la pointe de l'épée...

Le livret vert de Santé-pesticides

SANTÉ Quatre associations dont des médecins publient 83 propositions pour sortir des pesticides. Elles interviendront aujourd'hui lors de l'AG de Charente Nature

Hélène Rietsch
h.rietsch@sudouest.fr

« Allez plus vite et plus fort. » C'est l'objectif du groupe de travail Santé-pesticides, formé depuis juin 2018 par quatre associations engagées sur la transition écologique que sont Charente Nature, Vigilance OGM et Pesticides 16, UFC Que choisir et Alerte des médecins sur les pesticides. Depuis le mois dernier, le quatuor associatif a passé la vitesse supérieure en publiant un deuxième livret, compilation de 83 propositions concrètes « pour sortir des pesticides le plus vite possible et libérer des dangers les populations exposées ».

Livre vert citoyen, il est accessible en ligne, notamment sur le site de Charente Nature, sa vocation est d'être partagé et pratiqué. Question méthodologie, Santé pesticides a débuté par une vingtaine d'entretiens-santé d'élus, agriculteurs engagés syndicalement, responsables de service de l'état, publiés in extenso après validation des intéressés, en décembre 2018. De « cette richesse » est né le deuxième livret, publié en mars,

avec comme le souligne Michel Hortolan, administrateur de Charente Nature, cette conviction « qu'on y arrivera uniquement par le dialogue et la concertation ».

Actions mère-enfant capitales

Les 83 propositions sont classées par rubrique : citoyens, consommateurs, alimentation, urbanisme, agriculture, médecine, collectivités et État. Y en a-t-il qui émergent ? « Il faut évidemment que les agents chimiques CMR (cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction) et les perturbateurs endocriniens soient supprimés immédiatement, mais ça ne peut pas se réduire à ça », estime Michel Hortolan. « Les actions mère-enfant sont capitales quand on sait la vulnérabilité des 1 000 premiers jours de la vie », ajoute Michel Menant, de Vigilance OGM 16. Le centre hospitalier d'Angoulême, à la pointe sur le sujet, propose une chambre pédagogique témoin pour montrer ce qu'il faut éviter pour contaminer un bébé, idée duplicable.

« L'information de la gravité des risques est aussi capitale. Elle revient régulièrement dans les pro-



Les administrateurs de Charente Nature, qui tient son assemblée générale aujourd'hui, font partie des associations citoyennes à miser sur le dialogue et la concertation. PHOTO: R.

positions », abonde Jacques Brie, UFC Que Choisir et Charente Nature. Parmi elles, il y en a des « faciles » à mettre en place comme la création d'une rubrique santé dans tous les caméts de santé.

« Il y a urgence »

S'il y a des raisons d'espérer comme, par exemple, l'obligation faite aux particuliers et aux collectivités de ne plus utiliser de pesticides, les « lignes qui bougent dans la viticulture », il « serait naïf de ne pas voir les raisons de s'inquiéter

et de se contenter des mesures existantes », souligne le groupe qui dénonce la puissance des lobbies et « l'énorme difficulté de certains parlementaires à tirer les leçons qui s'imposent notamment sur l'exportation d'atrazine, pourtant interdite en France ».

Santé-pesticides met aussi un point d'honneur « à ne pas stigmatiser les agriculteurs », souvent victimes d'un système socio-économique, qui s'ils veulent changer leur pratique, rencontrent des difficultés. Parmi les propositions

AUJOURD'HUI À CHATEAUNEUF

COMMENT SE PROTÉGER DES PESTICIDES, LA TABLE-RONDE

Le groupe Santé pesticides interviendra, aujourd'hui, lors de l'assemblée générale de Charente Nature, programmée de 13 h 30 à 18 h 30 à la salle des fêtes. Pierre Chave animera à 16 h 30 la table-ronde. Elle débutera par la présentation du documentaire « Alerte rouge sur la tulipe ». Il ne sera pas question de la feuille de route de Santé-pesticides, mais plutôt de « comment se protéger des pesticides à titre individuel, et de ce que font les institutions, car les pesticides sont là, en nous », souligne Pierre Chave. Isabelle Blanquet, infirmière, le docteur Jean-Louis Levesque et un représentant de France Nature environnement interviendront.

pour sortir des pesticides, il y a notamment le levier de la fiscalité, le changement souhaité des critères d'attribution des aides à l'agriculture bio et leur intensification.

Le livret remis aux institutions, élus, chambres consulaires, a déjà trouvé un écho favorable, en particulier auprès de scientifiques. Mais le chantier n'est pas clos. Si chaque citoyen peut déjà agir en modifiant ses choix « qui valent bulletin de vote », comme le note Michel Menant, « il y a urgence » à tous les niveaux, de l'état aux citoyens.

Des tremplins vers des jobs de rêve

CAMPUS DES MÉTIERS Des apprentis brillent dans des concours internationaux. Un bon moyen d'accélérer leur carrière. Témoignages

Philippe Ménard
p.menard@sudouest.fr

Président de la Chambre régionale des métiers, Jean-Pierre Gros le constate. Les employeurs sont à l'affût sur les concours professionnels. « Ce sont des engagements personnels des jeunes. On y retrouve des personnes motivées, passionnées et qualifiées. L'idéal pour un chef d'entreprise ! » Mardi, Jean-Pierre Gros était au campus des métiers de Cognac pour saluer le parcours de Jessica Debong, apprentie esthéticienne. Elle va représenter la France aux Mondiaux de Kazan, en Russie, fin août. « Cela fait des cartes de visite qui permettent d'ouvrir toutes les portes. » Plusieurs apprentis de Cognac jouent cette carte.

1 Le tour du monde de Jessica Debong

Jessica Debong ne vient plus qu'en pointillé au CFA de Cognac. Médaille d'or de Nouvelle-Aquitaine aux Olympiades des métiers en mars 2018, médaille d'argent nationale en novembre à Caen (14), l'élève de deuxième année bac professionnel « esthétique », originaire de Brie, portera les couleurs de la France au niveau mondial en Russie fin août. Titulaire d'un bac général, elle a déjà validé plusieurs matières. Elle a droit à un entraînement sur mesure, à Tours et Paris, avec un coach qui la suit.

Il y a deux semaines, elle était invitée sur une compétition internationale à Sydney, en Australie. Elle se frottera à nouveau à ses concurrentes en Hongrie et en Irlande. « On dit que ce parcours fait gagner quatre ans d'expérience professionnelle. »

À Kazan, elle rêve de décrocher pour la première fois l'or pour la France. Derrière, son avenir est assuré. « Je suis en contact avec d'anciennes concurrentes, elles ont des jobs de rêve ! Elles ont été recrutées par des maisons prestigieuses. »



Jessica Debong entourée des responsables de la Chambre régionale des métiers. PHOTOS P.H.M.



Margaux Grulois, de Saujon

2 Margaux Grulois intègre l'équipe de France de coiffure C'est elle qui coiffait Jessica Debong lors des Olympiades à Caen. La Landaise Margaux Grulois, 21 ans, est une adepte des concours depuis longtemps. L'élève en brevet de maîtrise coiffure a réussi à prendre l'une des dix places, sur 80 candidats, pour intégrer l'équipe de France de coiffure lors d'une compétition à Rouen (76) il y a un mois. « C'est une façon d'être formée à l'excellence. La France est première à l'international. Je tournais en rond sur mes bases. Je n'avais jamais été coachée jusque-là, je visais plus haut. Cela va me permettre d'évoluer, d'apprendre tous les secrets ! » À la clé, Margaux aimerait travailler dans le milieu artistique, le cinéma... « Cela ouvre plein de portes, beaucoup deviennent formateurs, ambassadeurs de marque. »



Lidia Rodrigues, des Landes

3 Le maquillage envoie Lidia Rodrigues en Autriche Lidia Rodrigues, 19 ans, emprunte une voie plus singulière. « J'adore le maquillage artistique, le "body painting". Je me suis mis en tête de participer aux championnats du monde », confie la jeune femme originaire de Saujon. Elle a été sélectionnée sur dossier pour participer à une épreuve qualificative, qui se tiendra au mois de juillet en Autriche. Sa spécialité : le « purple brush award ». « On nous donne un croquis, et on a deux heures pour le réaliser. Puis on a une heure supplémentaire pour le transformer. C'est ça que j'aime, partir d'un thème et apporter ma patte. » Le projet est personnel, mais le CFA lui donne un coup de pouce. Lidia mène quelques actions pour réunir des fonds afin de financer son voyage, avec l'aide de ses proches.

COGNAC / PORT-DES-BARQUES (17)



Des élèves du lycée Jean-Monnet ont affronté amicalement d'autres lycéens sur l'île Madame, en Charente-Maritime. PHOTOS P.H.M.

Des lycéens invités à se dépasser lors d'un stage

Lundi et mardi, deux classes de terminale baccalauréat professionnel commerce du lycée Jean-Monnet de Cognac, en Charente, et du lycée Louis-Audouin-Dubreuil de Saint-Jean-d'Angély se sont affrontées dans un stage de dépassement de soi dans l'île Madame.

Pour coller au plus près au monde de l'entreprise, l'équipe enseignante organisatrice de ce stage - Raphaëlle Francois, professeur de lettres anglaises ; Sonia Kovatchich, professeur de sport ; Willy Fabien et Katia Archabeau, professeurs d'économie et gestion option commerce du lycée Jean-Monnet de Cognac - a proposé cette expérience à leurs élèves. Une initiative déjà adoptée par beaucoup de groupes de la grande distribution et du commerce associés pour leurs salariés afin qu'ils puissent appréhender au mieux les futurs challenges de l'enseigne et le mieux vivre ensemble au travail. Le prochain challenge pour les élèves sera leur réussite au baccalauréat.

« Prendre confiance en eux » « Ce stage leur permet d'aller plus loin que leur zone de confort, de faire grandir en nombre et en qualité leurs compétences personnelles et collectives, de pren-

dre confiance en eux en explorant leurs champs des possibles et de l'atteignable, en vainquant leurs peurs et en se lâchant de leurs pensées parasites », explique Willy Fabien. « Après deux jours de survie et de compétition, les élèves seront prêts pour s'en traîner dans les temps de préparation et de révisions et donner le meilleur d'eux-mêmes lors des épreuves écrites et orales de leur baccalauréat », conclut-il.

Les élèves avaient à leur disposition une malle de survie contenant de quoi se couvrir et s'abriter, de quoi faire du feu et 3 kilogrammes de riz pour chaque classe. Ils devaient gagner de quoi se nourrir en participant aux épreuves de confort comme la pêche aux crabes, bigorneaux et huîtres, participer aux épreuves sportives, d'adresse et de réflexion pour gagner ananas, bananes et noix de coco ou encore affronter les épreuves de dégustation d'insectes (grillons, criquets et vers).

Bien sûr, telle la célèbre émission de télévision sur laquelle est calqué ce stage, l'épreuve des poteaux a été l'ultime compétition. À l'issue, une remise de diplômes et trophée a été organisée avec la municipalité de Port-des-Barques. **Frédéric Delcourt**

SEGONZAC

Des élèves à la découverte de la région nantaise

Dans le cadre de leur formation de bac pro technicien conseil vente en produits alimentaires option vins et spiritueux, les élèves de terminale et de première du lycée Claire-Champagne de Segonzac reviennent d'un séjour pédagogique dans la région nantaise.

Portes ouvertes aujourd'hui

Le programme était copieux et diversifié avec des visites de plusieurs entreprises qui leur ont permis de mieux connaître ce département de Loire-Atlantique et ses produits : visite d'un domaine viticole, avec dégustation, qui sera partenaire pour le Salon des vins des lycéens de Segonzac organisé par la prochaine promotion les 7 et 8 décembre ; visite de Nantes et de son patrimoine : château des Ducs de Bretagne, Galerie des

machines et son carrousel, passage Pommeray, Jardin japonais, Tour Lu... Ils ont également découvert La Maison du muscadet à Vallet. À Pornic, ils se sont rendus dans une conserverie de sardines et en ont appris un peu plus sur la fabrication du fromage « le Curé nantais ». La confiserie de Boufféré et ses berlingots, la brasserie artisanale de Fontenay-le-Comte, l'usine de production de café Albert à La-Roche-sur-Yon était aussi au programme.

« Ce fut un séjour fort enrichissant avec un temps printanier, la découverte d'une belle région aux produits du terroir très diversifiés », analysent les professeurs accompagnateurs. Le prochain rendez-vous au lycée sera la journée portes ouvertes aujourd'hui, de 10 à 17 heures.

Samuel Méchain

UN TOUR EN VILLE

Les pompiers reçoivent

PORTES OUVERTES Toute la compagnie des sapeurs-pompiers de Cognac participe à une opération portes ouvertes aujourd'hui. Le public pourra visiter les casernes de Cognac, Jarnac, Rouillac, Segonzac et Châteauneuf-sur-Charente ce matin de 10 heures à midi. Animations et démonstrations de 9 h 30 à 16 h 30 au complexe sportif de Segonzac. Entrée libre.

350 pongistes et Jacques Secrétin

TENNIS DE TABLE Le 12^e tournoi international de tennis de table du Grand-Cognac se concentre sur deux jours, cette année. L'Union amicale



Emmanuel Lebesson. A. LACALU

cognaçaise de tennis de table (UACTT) attend 2 000 visiteurs et 350 joueurs au complexe omnisports des Vauzelles, dont des pointures de la discipline, notamment le n°1 français Emmanuel Lebesson. Le tournoi est parrainé par Jacques Secrétin, immense champion français,

et grand « showman ». Il en profitera pour présenter le spectacle « Les As du ping » qu'il viendra jouer aux Vauzelles le 31 octobre.

De drôles de poissons dans la Charente

NAGE AVEC PALME Les usagers de la base plein air André-Mermet vont voir débarquer une drôle d'armada aujourd'hui, à partir de 12 h 30. Le club de plongée sous-marine de Cognac, Acers, organise le challenge François-1^{er}, un parcours de nage avec palme de 2 ou 6 kilomètres dans la Charente. Une cinquantaine de compétiteurs de différents départements se jeteront à l'eau.

Ce mois sera bleu

Le mois de mai sera bleu à la médiathèque. Ce sera la couleur de la séance animée par Nolwenn, de l'Arbre à contes, pour les moins de 5 ans, samedi 11 mai à 11 heures. Quant au Biblio café du même jour à la même heure, il aura pour thème « l'humour dans la littérature ». La dernière séance du Biblio café aura lieu samedi 22 juin et non le 8 juin comme initialement prévu.

Pour une durée plus longue, du mardi 7 mai au samedi 25 mai inclus, le bleu sera à l'honneur au sein des travaux des élèves des écoles élémentaires de Cherves-Richemont et de Saint-Sulpice : « Quand les nuages rejoignent la mer ». Affiches, grands panneaux, découpages, photos, poésies, bouteilles expérimentales... tout a été librement préparé depuis plusieurs mois pour mettre en valeur les notions de respect de l'eau, aujourd'hui et demain, ici et ailleurs.

C'est ce même thème qui sera développé, à l'initiative de la médiathèque, jeudi 16 mai à deux reprises (à 10 h 30 et 14 h 30) à l'Abaca, dans un spectacle éducatif, « Cousin crad'eau », réservé aux scolaires, par la compagnie Compas



La médiathèque se met au bleu en mai et plusieurs animations sont proposées. PHOTOP. B.

Austral avec le concours du Service départemental de la lecture (SDL).

Le jeu à la fête

Alors que la Fête mondiale du jeu est fixée au samedi 25 mai, la médiathèque a retenu le samedi 18 mai pour la seconde édition locale du Jeu en fête. Une grande animation collective, de 14 à 18 heures, gratuite et ouverte à tous sans

réservation, sera proposée dans la salle du centre socioculturel : jeux de société et de stratégie, jeux géants, table de ping-pong et autres surprises seront mis à la disposition du public.

Pierre Barreteau

Renseignements complémentaires auprès de la médiathèque au 05 45 83 70 40.

Les travaux sont terminés

Lundi soir, Annick-Franck Martaud, maire d'Houlette, a convié son conseil municipal, les présidents d'associations et les entreprises qui ont œuvré à l'agrandissement de la Halte des quatre vents pour la réception de fin de chantier.

Les travaux sont maintenant terminés et le lieu va pouvoir être utilisé par les associations, en particulier le comité des fêtes, le club de football, les seniors, les chasseurs et les marcheurs. Ce chantier d'agrandissement visait à rendre le site plus adapté à l'organisation de différentes manifestations de plein air avec la possibilité de se mettre à l'abri. Outre l'extension, une salle de stockage de matériel a également été aménagée.

Plus de 60 000 euros

« Tout s'est bien passé, les délais ont été respectés », a affirmé le maire face aux entreprises (Laurent, Grandeau, Davias, Grenot...). Le coût de ce projet est de



La Halte des quatre vents est désormais à disposition des associations de la commune. PHOTO S. C.

63 000 euros TTC, auquel il faut ajouter 5 000 euros pour l'installation de la borne incendie devenue obligatoire. Le Conseil municipal d'Houlette a validé cette opération sans emprunt et grâce aux subventions de l'État et du Département pour 12 000 euros chacun. Une seconde phase va débiter

dans les prochaines semaines avec l'aménagement d'une aire de loisirs jouxtant la Halte des quatre vents où un chemin piétonnier, des jeux pour enfants et des plantations sont prévus. Au total, 27 000 euros TTC ont été budgétés pour cette seconde opération.

Séverine Caillé